

Commissariat général
à la stratégie
et à la prospective



Noël Leuthereau-Morel

21 janvier 2014

Compte-rendu de la réunion de travail du GT 1: "La RSE, levier de compétitivité et de mise en œuvre du DD, en particulier pour les PME" - mardi 21 janvier 2014 à 10h

31 présents (voir la liste en annexe)

Ordre du jour:

- Introduction par Guillaume de Bodard, co-rapporteur du GT1 : débriefing de la feuille de route et de la réunion de bureau du 17 décembre 2013.
- Présentation des résultats du rapport sur l'expérimentation des « labels responsables » piloté par le Commissariat Général au Développement Durable (CGDD).
- Présentation des initiatives et retours d'expériences en faveur de la RSE par la Fédération des Entreprises de Propreté (FEP).
- Présentation de la démarche partenariale de la Métropole Nantaise avec les acteurs du territoire.
- Présentation de l'initiative PERFORMANCE GLOBALE UP 06.
- Conclusion de la réunion par Guillaume de Bodard, co-rapporteur du GT1, et mise au point sur le calendrier.

I- Introduction :

Guillaume de Bodard, co-rapporteur rappelle l'ordre du jour et de l'organisation de la journée.

La réunion s'est tenue de 10h à 17h15.

II- Auditions

1. Présentation par le CGDD des conclusions du rapport d'étape « Labels entreprises responsables ».

Intervenant : Pierrick Billan, Chef de Bureau au CGDD.

Ce rapport présente une réflexion sur la certification environnementale et sur les labels relatifs aux démarches de responsabilité sociétale des entreprises ainsi que des propositions en faveur de leur promotion.

Annexe 1 et 2 : « rapport d'étape » et « projet d'expérimentation » (ces documents ne devront pas être mis en pièce jointe sur le site internet)

Echange questions-réponses :

Les principales questions ont notamment porté sur la durée de l'expérimentation. Il a été précisé que le délai fixé était raisonnable pour des fédérations dont le cahier des charges précis reste à écrire.

Il ne s'agit pas ici d'un label supplémentaire, mais d'une initiative qui répond à un besoin réel de reconnaître les démarches les plus structurées et les plus robustes en matière de RSE. Il a été précisé qu'il est néanmoins nécessaire de réfléchir à l'utilité des labels existants et d'en faire le bilan.

Le cas des entreprises volontaires mais non soutenue par une fédération a été mis en avant. Le CGDD a précisé que l'objectif de ce label était de portée nationale et globale dépassant la diversité des démarches existantes, en complément du cadre légal qui s'applique aux plus grandes entreprises.

Les membres du GT1 ont souligné l'importance des moyens disponibles dans l'accompagnement des entreprises, notamment par un meilleur accès aux marchés publics.

Il a été proposé que les membres du GT1 puissent lire le rapport et le cahier des charges présentés pour des propositions d'amélioration du dispositif, pour avancer et permettre une analyse plus aboutie de la proposition de labels, clarifier le panorama des labels, la prise en compte de la dimension territoriale.

2. Présentation par la Fédération des entreprises de la Propreté (FEP) du programme « Développement Durable » et de sa mise en œuvre.

Intervenants : Isabelle Perru-Poupon (Directrice du Développement Durable à la FEP), Philippe Jouanny (Président de la Fédération Ile de France, président de la PME NEOVA, membre de la commission social de la FEP).

Présentation de la démarche d'accompagnement mise en place par la fédération auprès de ses adhérents. L'un des enjeux principaux du secteur est notamment de développer le travail des salariés en journée chez les clients.

Annexe 3 : « PLATEFORME RSE_janvier 2014_FEP »

Echange questions-réponses :

Le coût du projet est estimé à environ 200 € à 400 € par entreprise, une grande partie des coûts étant prise en charge par la fédération et des financements publics (FEDER, région). La démarche RSE implique une augmentation des coûts de nettoyage (produits, matériel) et a un coût social (plan de transport des salariés par exemple). Le retour sur investissement dépend de l'implication des clients. L'augmentation des coûts des entreprises

engagées dans la RSE qui se répercute dans les réponses aux appels d'offre, est valorisé chez des clients type "PME citoyenne", mais est peu valorisé par les grands donneurs d'ordre et dans les grandes villes.

Le projet a été initié par des chefs d'entreprises motivés par la RSE. Les chambres régionales de la fédération et les clubs régionaux de développement durable se sont fortement impliqués territorialement. La limite aux engagements RSE des PME demeure la reconnaissance par les grands donneurs d'ordre de leurs efforts

Il a été précisé que la France était précurseur dans la prise en compte du développement durable dans le domaine de la propreté face aux autres pays européens.

3. Présentation de la démarche partenariale de la Métropole Nantaise avec les acteurs du territoire (entreprises, réseaux économiques, académiques ...)

Intervenants :

Pour le Collège entreprise /Réseaux économiques : Gilles Rampillon, Dirigeant TPE (S3a), membre du CJD (Centre Jeunes Dirigeants) ; Philippe Oleron, Dirigeant PME (Sigma informatique), Président du club d'entreprise territorial de la Chapelle sur Erdre, Membre du club DRO (Dirigeant Responsable de l'Ouest).

Pour le Collège académique : André Sobsack, Directeur de la chaire Responsabilité globale d'Audencia.

Pour Nantes Métropole (collège institutionnel) : Pascal Bolo, Vice-président de Nantes Métropole, Adjoint au maire de la ville de Nantes Délégation Finances et évaluation des politiques publiques ; Laetitia Degoulange, Directrice de l'emploi et de l'innovation Sociale ; Patrick Forgeau, Conseiller au Cabinet en charge des questions d'emploi ; Karine Gingreau, Responsable stratégie entreprise/emploi en charge du dossier RSE ; Florent Solier, Directeur de la commande publique.

Présentation de la démarche territoriale globale mise en place avec un objectif de lutte contre le chômage et de cohésion sociale. Mise en place d'une plateforme de gouvernance départementale associant tous les acteurs locaux, dont le CJD et Audencia. Développement de réseaux, partage des bonnes pratiques, des expériences, des ressources RSE pour toutes les entreprises, d'indicateurs opérationnels (délai de paiement fournisseurs), site rse-nantesmetropole.fr L'un des enjeux principaux du secteur est l'emploi territorial, l'exemplarité de la collectivité pour inciter, structurer, valoriser, financer la RSE et l'achat public responsable.

Parmi ses projets, la métropole nantaise espère travailler à la création d'une association de notation RSE, dans le cadre d'une expérimentation nationale avec la Banque de France pour intégrer les critères RSE dans les choix de financement et créer un guide de bonne pratique pour les acheteurs.

Annexe 4 : « AUDITION PLATEFORME RSE 21 JANVIER 2013 »

Echange questions-réponses :

Les critères RSE représentent près de 10 % des critères des appels d'offre de Nantes Métropole.

Il n'existe pas de structure *ad hoc* dédiée à la RSE. La démarche fonctionne grâce notamment à des conventions avec Audencia ou la mise en place du réseau.

Un partenariat avec pôle emploi permet la création d'emploi et un retour sur investissement à long terme.

Les résultats à venir de l'initiative devraient être le fruit d'une future étude de la Banque de France sur les résultats financiers des entreprises engagées dans la RSE.

Des associations et le secteur de l'économie sociale et solidaire participent à l'initiative, dans le cadre de la politique de l'emploi, avec un pôle dédié au sein de la plateforme départementale.

4. Audition de l'Union Patronale CGPME/MEDEF des Alpes-Maritimes (UP06)

Intervenants : Veronique Lévy et Frédéric Dupuy, Co-fondateur de The GreenCommunication, Directeur de projet de Performance Globale de l'UP 06 et performance Globale PACA EST.

Présentation d'une démarche patronale d'accompagnement de 20 entreprises pour la déclinaison de l'ISO 26000 et la mise en place de stratégies carbone en lien avec l'Ademe, pour préparer les PME aux attentes du marché.

Annexe 5 : « PERFORMANCE GLOBALE 06 - Synthèse détaillée des Résultats »

Echange questions-réponses :

Cette démarche se traduit par des formations, de l'animation collective et individuelle, un site internet d'échange d'expériences de bonnes pratiques (performanceglobale-upe06.com), le développement d'outils de reporting et de benchmarking et le parrainage par des grandes entreprises. Son coût total est évalué à de 600 000 €, facturé à 3 000 € par PME pour un coût réel 30 000 €. Elle a des enjeux départementaux : l'environnement (énergie, déchet) et les transports par exemple.

Sa démarche va être évaluée à partir des marchés remportés ou sécurisés, des créations d'emploi, des types de relation entre les acteurs, ainsi que les économies d'énergie et de déchet.

Elle espère prochainement étendre son opération sur trois départements en PACA, participer à la création d'une charte territoriale d'engagement RSE, développer l'accompagnement individuel et le reporting RSE adapté aux PME.

III- Calendrier du GT 1

Ordre du jour prévisionnel du 4 février 2014 du GT1 :

4 auditions :

- la Confédération Nationale Artisanale des Instituts de Beauté (CNAIB),
- Fédération des Scops du BTP,
- Le CJD et LUCIE sur l'expérimentation du label LUCIE et les travaux de performance globale du CJD,

- L'Agence LUCIE, sur la synthèse de son rapport « Panorama de la mise en œuvre de la RSE dans les entreprises françaises ».

Sera présenté l'état d'avancement d'un plan détaillé du rapport final du Groupe de travail 1 par Sylvain Boucherand, avec l'appui notamment du CGDD, prévu pour le 11 mars. Geoffroy de Vienne présentera un projet de ce qui pourra être présenté à l'occasion de la prochaine séance plénière, du travail du GT1.

Auditions prévisionnelles du 11 mars 2014 du GT1 :

- Cedap/Unep,
- Synpase (Prestadd),
- Afnor certification (cartographie des entreprises évaluées AFAQ 26000),
- MEDEF (Guide sur les initiatives RSE sous réserve que le sujet soit lié au champ du GT1 et ne soit pas l'objet d'une autre audition par un autre groupe de travail)

Trois autres séances sont à programmer sur les thèmes fixés par la feuille de route du GT1 :

- compétitivité (Etude CGSP), présentation pôle universitaire
- place des parties prenantes,
- achats publics,

Il a été convenu que la méthodologie des auditions évoluerait pour les prochaines réunions. Les auditions seront raccourcies afin de se concentrer sur les points essentiels et de permettre un réel débriefing et des échanges de fond entre les personnes auditionnées et les membres du Groupe de travail.